



SEPTEMBRE 2021

**PANORAMA INTERNATIONAL DES  
PRATIQUES DE COMMUNICATION  
AUTOUR DES INVESTISSEMENTS  
RESPONSABLES**

Revue des pratiques pour les fonds  
d'investissement responsable proposés aux  
épargnants

[amf-france.org](https://www.amf-france.org)

Rédactrice : Claire Maraval

Cette étude a été réalisée par la Direction des relations avec les épargnants et de leur protection. Elle repose sur l'utilisation de sources considérées comme fiables mais dont l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties.

Toute copie, diffusion et reproduction de cette étude, en totalité ou partie, sont soumises à l'accord exprès, préalable et écrit de l'AMF.

## Panorama international des pratiques de communication autour des investissements responsables

### SYNTHESE

Alors que les offres de produits financiers d'investissement durable se développent, que les études démontrent un certain intérêt des épargnants pour cette épargne qui a du sens mais témoignent aussi d'un grand besoin d'accompagnement pédagogique, il est apparu intéressant de dresser un panorama des produits financiers proposés au grand public en dehors des frontières françaises, en Europe et au-delà, et d'analyser la manière dont les établissements les plus actifs communiquent sur leurs offres responsables.

Ce panorama constitue une revue non exhaustive des offres d'investissement responsable (IR) proposées aux particuliers de différents pays européens et de pays tiers, ainsi que des pratiques de communication des établissements bancaires concernant ces placements. Cette étude s'appuie principalement sur différentes sources qualitatives ainsi que sur des observations effectuées entre 2020 et le début de l'année 2021 sur les sites internet d'établissements bancaires (environ 80).

Le secteur de l'investissement responsable évoluant très rapidement, tant en termes d'offre que d'encadrement réglementaire, il est essentiel que les épargnants disposent de connaissances et d'informations sur le sujet, de manière à pouvoir faire des choix d'investissement éclairés. Ce panorama a pour objectif de dresser un état des lieux et de mettre en valeur certaines initiatives pédagogiques et lisibles de la part de distributeurs de produits financiers.

En premier lieu, une présentation succincte de l'état des lieux de l'investissement responsable dans les marchés étudiés fait émerger des disparités entre ces marchés, tant en matière d'encours responsables qu'en termes de stratégies d'investissement les plus fréquemment proposées. Certains marchés, notamment au sein de l'Espace économique européen, sont davantage orientés vers les épargnants, alors que dans d'autres pays, l'offre est surtout destinée aux investisseurs institutionnels.

Ensuite, les observations réalisées sur les différents sites internet sont présentées et analysées. En fonction des établissements, les offres d'investissement responsable sont inégalement mises en avant et s'accompagnent d'une information plus ou moins fournie. Enfin, quelques exemples d'initiatives de communication jugées intéressantes, car pédagogiques et lisibles, sont donnés.

## TABLE DES MATIERES

<b>1. INTRODUCTION</b> .....	5
1.1. objectifs du panorama .....	5
1.2. concepts clés et méthodologie du panorama .....	6
<b>2. Caractéristiques générales des marchés de l'investissement responsable</b> .....	7
2.1. une offre présente dans tous les pays mais avec de réelles disparités .....	7
2.2. une utilisation différenciée des stratégies d'investissement responsable .....	9
<b>3. Orientations réglementaires</b> .....	10
<b>4. Pratiques de communication concernant les fonds d'investissement responsable auprès des particuliers</b> .....	13
4.1. Des offres plus ou moins mises en avant .....	13
4.2. exemples d'INITIATIVES de communication pédagogiques .....	14
<b>5. Conclusion</b> .....	22

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. OBJECTIFS DU PANORAMA

Ce panorama a pour objectif de passer en revue de manière non exhaustive les principales offres d'investissement responsable (IR) proposées aux particuliers de différents pays européens et de pays tiers et les pratiques de communication des établissements bancaires concernant ces placements. Cette étude qualitative s'appuie notamment sur la revue de plus de 80 sites internet publics (c'est-à-dire hors espace personnel uniquement accessible par un client) d'établissements bancaires.

En développement depuis une vingtaine d'années, le secteur mondial de l'investissement responsable s'ouvre progressivement aux investisseurs particuliers. Si la croissance a d'abord été tirée par la demande institutionnelle, l'intérêt des épargnants pour ce type de placement augmente, encouragé par une offre plus importante. Cependant, un grand nombre d'entre eux manquent encore de connaissance sur les critères ESG et les placements responsables ou « durables ».

C'est le cas notamment en France. Ainsi, l'étude « Les Français et les placements responsables »<sup>1</sup> réalisée par Opinion Way pour l'AMF en 2021, montre que 76% des Français estiment que l'impact des placements financiers responsables sur l'environnement est un sujet important. De plus, 58% des répondants seraient prêts à accepter un rendement moindre pour privilégier un placement responsable. De surcroît, pour plus d'un Français sur deux, l'attrait de ces placements responsables s'est renforcé depuis la crise liée à l'épidémie du Coronavirus.

Toutefois, la moitié des Français (48%) n'est pas en mesure de différencier spontanément les placements responsables des placements classiques. De même, une majorité des Français n'arrive pas à qualifier ces placements en termes d'avantages et d'inconvénients. Au total, uniquement 33% des individus interrogés déclarent avoir une bonne image de ces placements.

En mars 2021, la Commission européenne a adopté six actes délégués modificatifs portant sur les devoirs fiduciaires et le conseil en investissement et en assurance, qui devraient s'appliquer à partir d'**août 2022**. Parmi ceux-ci figure notamment l'obligation, lors d'un conseil en investissement, de prendre en compte les préférences ESG d'un client afin d'évaluer l'adéquation d'un investissement pour celui-ci. Ces nouvelles dispositions, qui constituaient une des propositions fortes du Plan d'action pour la finance durable de la Commission européenne publié au printemps 2018, visent à encourager la demande de la part des investisseurs particuliers, de plus en plus sensibles aux enjeux environnementaux et sociaux, et leur permettre d'accéder à des produits d'investissement correspondant à ces préférences. Elles obligent aussi les distributeurs à revoir leurs gammes et à former les professionnels concernés par les sujets ESG.

En premier lieu, ce panorama présente succinctement différents marchés nationaux de l'investissement responsable puis le cadre réglementaire qui s'y rapporte. L'analyse montre ainsi des disparités entre les pays étudiés concernant les propositions d'investissements faites aux épargnants de chacun de ces marchés. Ensuite, de manière à déterminer les pratiques de promotion des fonds responsables dans différents pays, ce panorama étudie les offres de fonds responsables disponibles sur les espaces publics de sites internet d'établissements bancaires ainsi que la communication effectuée autour de ces produits. Enfin, plusieurs exemples sont donnés d'initiatives intéressantes, à la fois pédagogiques et compréhensibles.

---

<sup>1</sup> [https://www.amf-france.org/sites/default/files/private/2021-09/les-francais-et-les-placements-responsables-\\_opinionway-pour-amf\\_juillet-2021\\_vf\\_1.pdf](https://www.amf-france.org/sites/default/files/private/2021-09/les-francais-et-les-placements-responsables-_opinionway-pour-amf_juillet-2021_vf_1.pdf)

## 1.2. CONCEPTS CLES ET METHODOLOGIE DU PANORAMA

La notion d'investissement responsable (IR) ou durable n'étant pas figée, sa définition peut varier d'un acteur à un autre. Effectivement, cette notion repose en grande partie sur des aspects extra-financiers, par nature complexes à quantifier. La définition de l'investissement responsable par les *UN Principles for Responsible Investment*, réseau d'investisseurs institutionnels promouvant l'IR et soutenu par l'ONU, est celle d'une « stratégie et d'une pratique visant à intégrer les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement ». Il s'agit d'un concept large, qui englobe différents types d'investissement dont l'investissement socialement responsable (ISR)<sup>2</sup>.

Dans le cadre de ce panorama, le concept d'investissement responsable, universel et utilisé dans de nombreux pays y compris en dehors de l'Espace économique européen (EEE), a été retenu, c'est-à-dire sans distinction entre l'ISR et le reste des fonds d'IR.

### Point méthodologique

Les données chiffrées utilisées pour l'élaboration de ce panorama et présentées en première partie proviennent des rapports suivants :

- [2020 Global Sustainable Investment Review](#) de la *Global Sustainable Investment Alliance*, août 2021 ;
- [Recommendations on Sustainability-Related Practices, Policies, Procedures and Disclosure in Asset Management](#), OICV-IOSCO, 2021.

Les approches retenues pour ce panorama incluent donc :

- Le best-in-class ;
- Les fonds thématiques ;
- Les filtres normatifs ;
- L'intégration ESG ;
- L'engagement actionnarial ;
- Les exclusions ;
- L'investissement à impact.

Cette typologie n'est pas exhaustive ni figée, et chaque stratégie peut couvrir des réalités et pratiques très différentes. Les stratégies citées ci-dessus peuvent par ailleurs être appliquées conjointement et d'autres approches peuvent être utilisées (*best-effort*, *best-in-universe*, etc.). Enfin, en Europe, une nouvelle classification du marché se dessine, à partir des définitions proposées par le Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur (SFDR) qui distingue les produits qui promeuvent des caractéristiques environnementales et/ou sociales (produits dits « article 8 ») et les produits qui ont pour objectif l'investissement durable (produits dits « article 9 »). Ici encore, l'interprétation de ces définitions, et le recoupement avec les stratégies d'investissement responsable répertoriées plus haut, peuvent différer d'un acteur à l'autre.

---

<sup>2</sup> Définition Novethic de l'ISR (<https://www.novethic.fr/lexique/detail/isr.html>) : L'Investissement Socialement Responsable (ISR) consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) à la gestion financière. L'ISR favorise une économie responsable en incitant les sociétés de gestion de portefeuille (SGP) à prendre en compte des critères extra-financiers lorsqu'elles sélectionnent des valeurs mobilières pour leurs actifs financiers. On parle aussi « d'application des principes du développement durable à l'investissement ». Ce placement financier cherche à concilier performance économique, impact social et impact environnemental en finançant les entreprises qui contribuent au développement durable.

Les deuxième et troisième parties de cette étude se penchent sur les sites internet publics, c'est-à-dire accessibles à tous et pas uniquement aux clients d'établissements bancaires. La manière dont ceux-ci communiquent, la posture adoptée vis-à-vis de l'IR ainsi que la mise en avant ou non de produit d'IR précis y sont décrites. L'angle retenu est celui d'une communication à destination des épargnants.

#### **Point méthodologique**

Dans le cadre de ce panorama, environ 80 sites ont été visités (entre 3 et 10 sites par pays en fonction des informations disponibles sur ceux-ci) et une trentaine de pages de présentation de produit d'IR ont été examinées (soit 2 produits en moyenne par pays).

Ainsi, cette analyse constitue une revue des pratiques de banques, excluant d'autres types d'établissements tels que les sociétés de gestion ou les assureurs. Les banques sont en effet dans de nombreux pays des interlocuteurs et des distributeurs importants pour les épargnants, notamment ceux qui sont novices en matière de placements financiers.

Les produits considérés sont des fonds présentés comme responsables par les établissements bancaires les distribuant. Leur prise en compte dans ce panorama ne correspond en aucun cas à une appréciation de l'AMF quant à leur caractère responsable.

Dans le cadre de ce panorama, les marchés suivants ont été étudiés :

- Pays de l'Espace économique européen : Allemagne ; Autriche ; Belgique ; Danemark ; Espagne ; Finlande ; Irlande ; Italie ; Pologne ; Norvège ; Suède ;
- Pays tiers : Australie ; Canada ; Etats-Unis ; Hong Kong ; Japon ; Nouvelle-Zélande ; Royaume-Uni.

Bien que la France soit intégrée aux graphiques comparatifs disponibles en première partie afin de mettre en exergue certaines disparités ou similitudes avec les autres marchés étudiés, le pays n'a pas été analysé et est donc absent du panorama. Pour plus d'information au sujet du marché français, il est recommandé de consulter le rapport sur les approches extra-financières dans la gestion collective publié par l'AMF en décembre 2020.

## **2. CARACTERISTIQUES GENERALES DES MARCHES DE L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE**

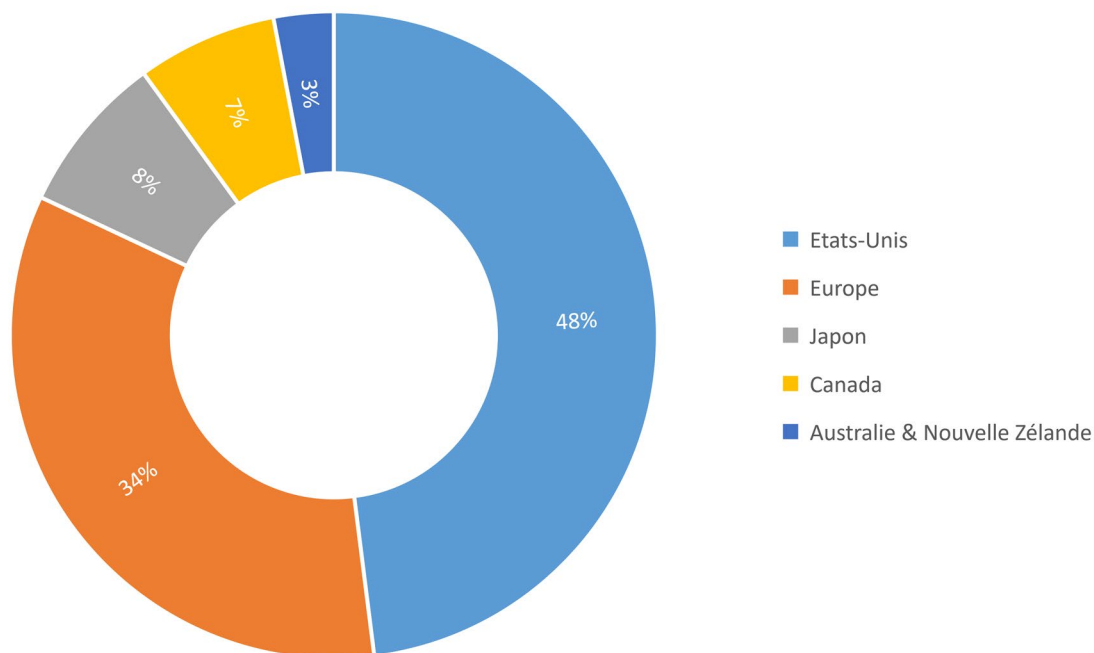
### **2.1. UNE OFFRE PRESENTE DANS TOUS LES PAYS MAIS AVEC DE REELLES DISPARITES**

L'étude des marchés retenus pour ce panorama permet de constater que les stades de développement sont très divers. Il en est proposé une présentation selon le type de maturité des marchés ci-après, établie d'après des informations principalement qualitatives (publications Novethic et Eurosif, travaux de recherche, publications des régulateurs).

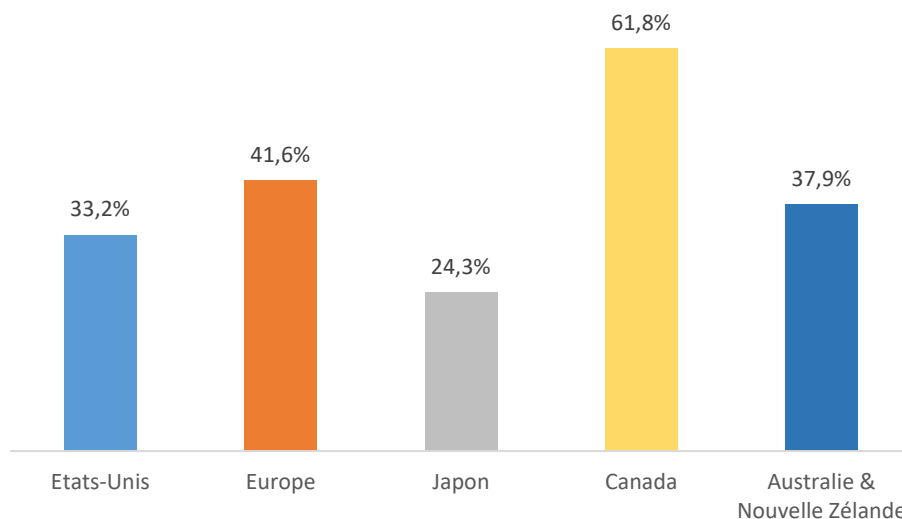
Dans certains pays, il s'agit encore de produits de niche, dont le nombre reste très restreint et qui sont destinés à des investisseurs institutionnels. Si quelques marchés ont dépassé ce stade tout en restant très minoritaires par rapport à l'offre traditionnelle du secteur de la gestion d'actifs, la majorité des pays analysés décomptent désormais un montant significatif d'encours responsables.

Parmi ceux-ci, une distinction se fait entre deux stades de développement. Certains marchés sont surtout accessibles aux investisseurs institutionnels, lorsque d'autres abondent déjà d'offres ouvertes aux particuliers, dans certains cas encouragés par le développement de labels publics et privés.

#### **Graphique n°1 : Répartition des encours responsables mondiaux au 31/12/2019**



Graphique n°2 : Proportion d'encours responsables parmi les encours totaux par zone au 31/12/2019



Réalisés à partir des données du [2020 Global Sustainable Investment Review](#) de la *Global Sustainable Investment Alliance*, les graphiques n°1 et n°2 visent à donner une image globale de l'investissement responsable au sein de ces zones. **Les investissements responsables n'étant pas comptabilisés d'après les mêmes méthodes et suivant les mêmes définitions en fonction de ces régions, les comparaisons entre les différentes zones présentées ci-dessus sont donc à nuancer<sup>3</sup>.**

<sup>3</sup> Extrait du *2020 Global Sustainable Investment Review (Global Sustainable Investment Alliance)* : « L'Europe a enregistré une baisse de 13 % de la croissance des actifs d'investissement durable de 2018 à 2020, en raison d'un

Parmi les pays étudiés et d'après notre analyse du marché, différents types de maturité semblent se dégager, avec :

- Des marchés en première phase de développement : principalement la Pologne ;
- Des marchés en développement ou développés mais principalement orientés vers les investisseurs institutionnels : c'est le cas de Hong Kong, du Japon, de la Nouvelle-Zélande ou encore de l'Espagne et de l'Italie ;
- Des marchés développés et ouverts aux investisseurs institutionnels comme particuliers : notamment la Belgique, la France, le Royaume-Uni, les pays nordiques, et dans une moindre mesure l'Allemagne, l'Autriche, l'Irlande, l'Australie, le Canada, les Etats-Unis.

La majorité des marchés analysés disposent donc à ce jour d'une offre significative d'investissements responsables, notamment les pays européens. Néanmoins, la revue des propositions de placement responsable mises en avant **sur les sites internet publics des banques** fait émerger trois groupes parmi les pays considérés comme « développés », avec des marchés :

- Principalement dirigés vers les investisseurs institutionnels, avec une information sur l'IR peu accessible aux particuliers et un manque d'offre à leur égard ;
- Au sein desquels les banques communiquent de manière conséquente sur l'investissement responsable, y compris à destination des particuliers, sans que cette communication ne se traduise par un éventail important de fonds proposés à la clientèle *retail* ;
- Orientés vers les investisseurs professionnels comme vers les épargnants, avec une communication des banques envers ces deux publics et avec une offre *retail* diversifiée.

Au sein de la dernière catégorie, deux approches se distinguent sur les sites internet des banques : certains établissements proposent des fonds responsables mais sans les mettre particulièrement en valeur par rapport à leurs placements classiques, quand d'autres font clairement valoir l'aspect responsable de ces produits.

## 2.2. UNE UTILISATION DIFFERENCIEE DES STRATEGIES D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

L'investissement responsable correspond à un ensemble de stratégies d'investissement, fréquemment utilisées conjointement. A l'occasion de ce panorama, différentes approches ont été passées en revue afin d'identifier lesquelles semblaient être les plus courantes en fonction des différentes régions.

### Point méthodologique

Les approches citées dans ce panorama correspondent aux stratégies analysées dans les rapports de la *Global Sustainable Investment Alliance* :

- Intégration ESG ;
- Exclusions ;
- Engagement actionnarial ;
- Filtres normatifs ;

---

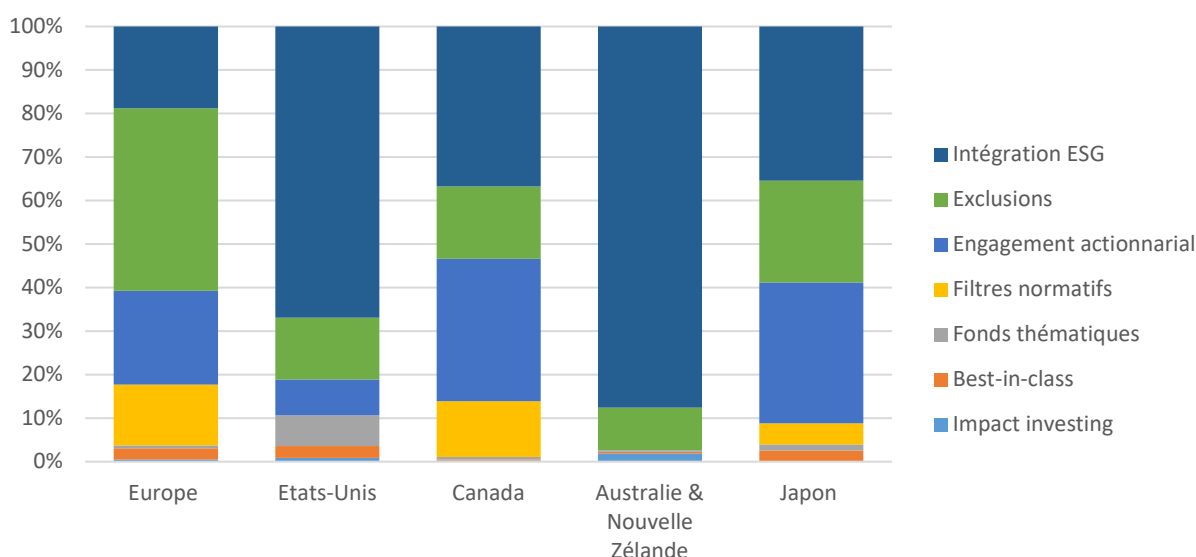
*changement de méthodologie de mesure à partir de laquelle les données européennes sont tirées pour le rapport de cette année. Cela reflète une période de transition associée à des définitions révisées de l'investissement durable qui ont été intégrées dans la législation de l'Union européenne dans le cadre du plan d'action européen pour la finance durable. »*

- Fonds thématiques ;
- Best-in-class ;
- Impact investing.

**L'utilisation de ces approches dans le cadre de ce panorama ne correspond pas à une qualification de ces pratiques comme effectivement responsables par l'AMF.**

Le graphique n°3 présente l'utilisation de ces stratégies par zone ou pays à fin 2019 (source : [2020 Global Sustainable Investment Review](#)). A cette date, le détail par pays européen n'est pas disponible.

**Graphique n°3 : Répartition de l'utilisation des stratégies d'investissement au 31/12/2019**



### 3. ORIENTATIONS REGLEMENTAIRES

A différents stades de développement de l'investissement responsable correspondent différentes avancées dans la création d'un cadre réglementaire spécifique à ce type d'investissement. Effectivement, la revue des marchés concernés par ce panorama permet de constater des niveaux de maturité différents et des spectres plus ou moins larges des cadres réglementaires de ces différents pays.

Au sein de l'UE, la stratégie finance durable de la Commission européenne se décompose en plusieurs axes majeurs :

- La taxonomie européenne, établissant une classification commune des activités économiques considérées comme durables ;
- Le projet d'application du *EU Ecolabel* à certains produits financiers de détail ;
- De nouvelles obligations de publication d'information par les sociétés, financières comme non-financières, afin de fournir aux investisseurs les informations nécessaires à un choix d'investissement durable avec la *Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR)*, la *Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)*, dont la publication d'information sur les risques de durabilité ;

- La prise en compte des préférences ESG des investisseurs et l'intégration des risques de durabilité par les acteurs financiers ;
- De nouveaux outils pour développer des produits d'investissement durables avec la *EU Climate Benchmarks Regulation* et le *Standard for European green bonds (EuGB)*.

Que ce soit au sein de l'UE ou dans le reste du monde, les cadres réglementaires encadrant la finance durable sont récents ou font l'objet de travaux. Un rapport récent de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV)<sup>4</sup> présente ainsi les premières initiatives et les réflexions en cours, illustrant les préoccupations croissantes des régulateurs dans de nombreuses régions, notamment vis-à-vis des risques de *green washing*. Aussi, il est difficile d'avoir une vision exhaustive de l'ensemble de ces réglementations dans le monde.

En présentant sommairement les principaux types de mesures réglementaires existants à la mi-2021 dans les pays étudiés (la France n'en faisant pas partie), ce document propose une revue succincte de ces cadres réglementaires ainsi que des initiatives d'autorégulation par le secteur financier privé. Des présentations plus détaillées des mesures au niveau des produits d'investissement ou des sociétés de gestion sont disponibles dans le rapport de l'OICV.

### ➤ La prise en compte des aspects ESG par les sociétés de gestion

Les mesures réglementaires concernant les sociétés de gestion incluent notamment :

- La prise en compte des risques environnementaux et/ou sociaux, c'est notamment le cas à Hong Kong, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au sein de l'UE ;
- La publication de leurs informations ESG, par exemple en Nouvelle-Zélande et à Hong Kong ;
- L'encadrement des produits et des publications pour limiter les risques de *green washing* : les noms des fonds, qui doivent être justifiés par une part significative d'investissements ESG (à Hong Kong notamment) ; la présentation des objectifs d'investissement non financier et les méthodes de calcul pour mesurer la réussite de cet objectif (par exemple au Royaume-Uni et dans certaines juridictions canadiennes), etc. En juillet 2021, le régulateur britannique, la FCA a publié un ensemble de lignes directrices concernant la publications des informations ESG et le *green washing*<sup>5</sup>, tandis que le régulateur allemand, la BaFin est en train de mener une consultation sur une possible doctrine pour les fonds ESG, définissant des critères minimaux.
- L'encadrement des documents commerciaux : au sein de l'UE, ceux-ci ne doivent pas contredire les informations contenues dans les publications obligatoires des sociétés. En Suède, des obligations de transparence sont appliquées aux produits dont la documentation commerciale mentionne l'utilisation de critères d'exclusion.

### ➤ Des labels pour certifier les fonds responsables (initiatives publiques et privées)






Enfin, la mise en place de labels nationaux ou régionaux, publics ou privés, certifiant les fonds « verts » ou responsables s'est développée en Europe, mais est moins commune ailleurs. Destinés avant tout aux investisseurs particuliers, ces labels peuvent aussi être attractifs pour les investisseurs institutionnels.

Le tableau suivant recense les labels présents dans les pays européens et les pays tiers étudiés.

<sup>4</sup> Pour plus d'information, voir le document [Recommendations on Sustainability-Related Practices, Policies, Procedures and Disclosure in Asset Management](#) (OICV-IOSCO)

<sup>5</sup> <https://www.fca.org.uk/publication/correspondence/dear-chair-letter-authorised-esg-sustainable-investment-funds.pdf>

**Tableau n°1 : Labels présents dans les différents pays analysés<sup>6</sup>**

Pays	Labels	Type de label	Gouvernance
Belgique	<i>Label Towards Sustainability</i> 	Processus de gestion et exclusion	<i>Central Labelling Agency</i>
Autriche	<i>Umweltzeichen Label</i> 	Processus de gestion ISR/ESG avec exclusions climat	Ministère fédéral autrichien de l'environnement
Allemagne, Autriche & Suisse	<i>FNG Label</i> 	Processus de gestion ISR/ESG avec exclusions climat	Comité d'experts, sous l'égide du FNG (Forum pour l'Investissement durable germanophone)
Pays nordiques	<i>Nordic SWAN Ecolabel</i> 	Processus de gestion ISR/ESG avec exclusions climat et reporting vert	<i>Nordic Ecolabelling Board</i> , sur mandat des gouvernements nordiques
Australie & Nouvelle-Zélande	<i>RI Certification</i> 	Processus de gestion ISR/ESG Conseiller financier proposant des produits responsables	<i>Responsible Investment Association Australasia</i>

Parmi les zones extra-européennes analysées, uniquement l'Australie et la Nouvelle-Zélande disposent d'un label, la *Responsible Investment Certification*, certifiant à la fois les produits responsables et les conseillers compétents dans ce domaine. Celui-ci est délivré par la *Responsible Investment Association Australasia*, une initiative privée rassemblant des professionnels du secteur financier (voir ci-dessous : « Des initiatives privées »).

#### ➤ D'autres types d'initiatives publiques

De manière moins significative, plusieurs initiatives publiques existent en fonction des marchés IR, dont :

- La création de groupes de travail dédiés à la finance verte ou durable au sein des institutions de régulation ou avec leur participation (notamment au sein de l'UE, au Royaume-Uni, en Australie, au Canada et au Japon) ;
- La création d'un observatoire de la finance durable (par exemple en Italie).

#### ➤ Des initiatives privées

Il existe dans certains pays des initiatives d'autorégulation, notamment la mise en place de codes de bonne conduite ou de labels privés. Ces initiatives peuvent être complémentaires d'un ensemble de mesures publiques, voire devancer les avancées réglementaires dans certaines zones.

La *Responsible Investment Certification* en Australie et en Nouvelle-Zélande, le [European SRI Transparency Code](#) d'Eurosif, ou encore le projet d'[ESG Disclosure Standards for Investment Products](#) du *Chartered Financial Analyst Institute* constituent des exemples de ce type d'initiatives d'ordre privé.

<sup>6</sup> Pour plus de précisions sur les labels européens, se reporter au *Panorama des labels européens de finance durable* de Novethic :

[https://www.novethic.fr/fileadmin//user\\_upload/tx\\_ausynovethicetudes/pdf\\_complets/Novethic\\_Panorama\\_de\\_s\\_labels\\_europ%C3%A9ens\\_de\\_finance\\_durable\\_Juin\\_2020.pdf](https://www.novethic.fr/fileadmin//user_upload/tx_ausynovethicetudes/pdf_complets/Novethic_Panorama_de_s_labels_europ%C3%A9ens_de_finance_durable_Juin_2020.pdf)

## 4. PRATIQUES DE COMMUNICATION CONCERNANT LES FONDS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE AUPRES DES PARTICULIERS

Ce panorama des pratiques de communication concernant les fonds d'investissement responsable auprès des particuliers s'appuie sur la revue de sites internet publics d'établissements bancaires. Les sections publiques de ces sites, qui ne reflètent pas l'intégralité de leur offre, constituent une vitrine mettant en valeur les services et produits que les établissements souhaitent promouvoir.

Pour chacun des pays étudiés, les sites des principales banques ont été pris en compte (soit entre 3 et 10 sites par marché). Ces observations, effectuées entre 2020 et le début de l'année 2021, **ne constituent pas une revue exhaustive des pratiques de différents établissements bancaires mondiaux** mais permettent d'identifier des pratiques de communication différentes.

### 4.1. DES OFFRES PLUS OU MOINS MISES EN AVANT

La comparaison des sites internet des banques étudiées fait émerger plusieurs types de pratiques :

- **Des offres principalement dirigées vers les investisseurs institutionnels, avec une information sur l'IR peu accessible aux particuliers et un manque d'offre à leur égard**

Certains sites ne mentionnent tout simplement pas l'investissement responsable. Quand ils le font, les informations disponibles sur l'approche de la banque sont généralement présentes dans les espaces institutionnels des banques (section « *About us* » notamment), ou éventuellement dans les pages dédiées à la banque privée. De nombreux établissements correspondent à cette catégorie, tout en proposant ou non quelques fonds responsables aux épargnants, par exemple à Hong Kong, en Australie ou en Irlande.

- **Des fonds ouverts aux épargnants mais peu mis en valeur**

D'autres banques disposent bien de fonds *retail*, mais ne les mettent pas particulièrement en valeur et ne proposent pas de communication particulière concernant l'investissement responsable. C'est notamment le cas de plusieurs établissements japonais, américains, canadiens et néo-zélandais.

- **Une communication conséquente sur l'investissement responsable, y compris à destination des particuliers, sans que cette communication se traduise par un éventail de fonds proposés à la clientèle de détail**

Plusieurs banques communiquent de manière significative sur l'investissement responsable sans mettre à disposition la liste des fonds concernés, du moins sur le volet public de leur site. A la place, les épargnants intéressés sont invités à contacter un conseiller de la banque. Cette configuration se retrouve notamment chez certains établissements d'Italie et de Belgique.

- **Une offre notamment orientée vers les épargnants avec de l'information sur l'investissement responsable et des fonds *retail* diversifiés**

De nombreux établissements mettent en valeur l'investissement responsable comme un élément d'une stratégie plus générale de finance durable. Les sites disposent alors de contenus pédagogiques à destination des investisseurs particuliers, à la fois sur les concepts de l'investissement responsable et sur leur propre stratégie d'investissement responsable. Les produits ouverts aux particuliers sont mis en avant et clairement indiqués au sein de ces contenus.

On peut trouver des listes de fonds avec des options de tri en fonction de l'aspect responsable ou non de certains placements (certaines banques en Italie par exemple), voire des listes de produits spécifiquement responsables (établissements allemands et autrichiens notamment).

Globalement, les arguments de commercialisation restent majoritairement ceux de la performance financière de ces fonds, même si leur aspect ESG est fréquemment accentué.

#### 4.2. EXEMPLES D'INITIATIVES DE COMMUNICATION PEDAGOGIQUES

**Les exemples ci-après ne sont retenus que pour leur aspect pédagogique. Ceux-ci ne constituent en aucune manière une analyse sur le fond de la cohérence entre les messages promotionnels, les images utilisées et le caractère responsable des fonds concernés. Par ailleurs, ces fonds étant proposés sur des sites d'établissements bancaires et à destination de leur clientèle locale, la doctrine 2020-03 de l'AMF ne s'applique pas.**

Ce panorama permet enfin de mettre en évidence certaines initiatives de communication intéressantes afin d'aider les épargnants dans leur choix d'investissement responsable. De la simple notion d'investissement responsable à certaines spécificités d'un fonds donné, les concepts entourant ces produits sont complexes.

Plusieurs points d'attention peuvent être soulignés afin de permettre une meilleure compréhension par les épargnants. Par exemple, les stratégies d'investissement utilisées ainsi que leurs implications pourraient être davantage explicitées. En effet, certains investisseurs pourraient s'étonner de la présence de valeurs de l'industrie des énergies fossiles dans certains fonds présentés comme responsables et gérés d'après une approche *best-in-class*. Des précisions pourraient aussi être apportées sur l'évaluation de la performance extra-financière des produits, qui peut varier significativement en fonction de la méthodologie adoptée.

Ces concepts nécessitent donc une grande clarté pédagogique de la part des établissements bancaires afin que les épargnants puissent acquérir des connaissances solides et investir de manière éclairée. Certains établissements visent aussi une certaine transparence dans l'exposé de leurs stratégies d'investissement.

##### ➤ Pédagogie sur la notion d'investissement responsable

La notion d'investissement responsable n'est pas forcément connue des investisseurs particuliers, notamment des épargnants ayant peu de connaissances financières. Il est donc primordial que ceux-ci disposent de contenus pédagogiques clairs et compréhensibles afin de mieux comprendre ce concept.

L'exemple du microsite consacré à l'ESG d'AMUNDI SGR en Italie : un espace proposant des articles, des vidéos et même des podcasts sur le sujet.

#### Image n°1 : Vidéos d'AMUNDI SGR sur l'investissement responsable<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> [https://www.amundi.it/investitori\\_privati/Partner-Responsabile/Cosa-sono-gli-Investimenti-Responsabili](https://www.amundi.it/investitori_privati/Partner-Responsabile/Cosa-sono-gli-Investimenti-Responsabili)

## Il falsi miti sugli investimenti responsabili



L'exemple du questionnaire *MonprofilESG* de la BANQUE DE MONTREAL canadienne, mis à disposition de l'utilisateur afin qu'il évalue sa « personnalité en matière d'investissement responsable » :

**Image n°2 : Questionnaire *MonProfilESG* de la BANQUE DE MONTREAL<sup>8</sup>**

<sup>8</sup> <https://bmoapps.com/myesg/fr/default.aspx>

**1** Je réfléchis souvent à la façon dont mes décisions d'achat ont une incidence positive sur le monde.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Pas du tout d'accord	En désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord

---

**2** Il est possible de mesurer l'incidence positive ou négative que les activités, les produits ou les pratiques d'une entreprise ont sur le monde.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Pas du tout d'accord	En désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord

---

**3** Les entreprises peuvent avoir une incidence positive sur le monde et réaliser des profits.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Pas du tout d'accord	En désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord

---

**4** Les entreprises doivent être tenues responsables de leurs bonnes pratiques en matière de gestion et d'affaires durables, comme le travail équitable, les pratiques environnementales, etc.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Pas du tout d'accord	En désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord

**Images n°3 et n°4 : exemples de résultats du questionnaire *MonProfilESG* de la BANQUE DE MONTREAL**

**Prêt à investir dans les domaines ESG**





Cela signifie que vous avez probablement de fortes convictions en matière environnementale, sociale et de gouvernance, et adoptez des comportements en conséquence. Vous êtes convaincu que les entreprises peuvent être tenues responsables de leurs bonnes pratiques commerciales et avoir une incidence positive sur le monde comme c'est votre cas. Bien que vos décisions d'achat de bien de consommation reflètent vos valeurs, vous n'avez peut-être pas intégré vos placements afin qu'ils aient des effets positifs. De plus amples renseignements pourraient vous permettre d'établir un lien entre votre portefeuille et vos convictions.

## Pragmatique en matière de questions ESG



Cela signifie qu'il est probablement plus important pour vous que les placements axés sur les questions ESG soient un bon choix de placement que d'investir dans vos convictions. Si les options de placement ESG s'avéraient un bon choix d'investissement compte tenu de vos objectifs financiers personnels, vous seriez disposé à investir dans ces placements (vous en possédez peut-être déjà dans votre portefeuille). Afin d'investir dans ces produits, vous aurez peut-être besoin que l'on vous prouve que les placements ESG cadrent avec votre tolérance au risque et fournissent le rendement approprié.

### ➤ Informations sur les pratiques des établissements en matière d'investissement responsable

Après que la notion d'investissement responsable a été clarifiée, certains sites complètent par des contenus plus informatifs, en détaillant les stratégies d'investissement privilégiées par l'établissement sous forme d'articles ou d'infographies.

L'exemple d'AMUNDI SGR en Italie :

#### Image n°5 : Illustration de la stratégie *best-in-class* d'AMUNDI SGR<sup>9</sup>

### Integrazione ESG

**"Best in class"**

Amundi ha sviluppato un approccio unico e riconosciuto in termini di analisi responsabile, certificato da AFNOR dal 2013.

Selezioniamo le aziende con le migliori pratiche in base ai criteri ambientali, sociali e di governance secondo 36 fattori (15 generali e 21 settoriali) come il consumo di energia, i diritti dei lavoratori o le misure anticorruzione poiché tali aspetti incidono direttamente sulle performance finanziarie di un'azienda, sulla gestione dei rischi e rappresentano un driver fondamentale per la creazione di valore nel lungo termine.

Viene quindi assegnato un rating a ciascun emittente, da A a G. Grazie a un team di 24 specialisti dedicato all'investimento responsabile, abbiamo reali competenze per identificare le aziende che adottano le migliori pratiche."



Scarica la brochure per saperne di più ↓

#### Image n°6 : infographie sur la notation ESG d'AMUNDI SGR

<sup>9</sup> [Guide](#) d'AMUNDI ITALIA sur l'investissement responsable



L'exemple de ANZ BANK NEW ZEALAND, avec la mise à disposition de la liste des sociétés exclues des OPC proposés :

Image n°7 : Liste des sociétés exclues des OPC proposés par ANZ BANK NEW ZEALAND<sup>10</sup>

<sup>10</sup> <https://www.anz.co.nz/personal/investing-kiwisaver/about-anz-investments/our-investment-approach/excluded-companies/>

## Companies we don't invest in:

<p><b>Cluster Munitions</b> ^</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elbit Systems Ltd</li> <li>• Hanwha Corporation</li> <li>• Hanwha Aerospace Co. Ltd</li> <li>• Larson &amp; Toubro Ltd</li> <li>• LIG NEXT Co. Ltd</li> <li>• Poongsan Corporation</li> </ul>	<p><b>Controversy &amp; Global Norm Exclusions</b> ^</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acacia Mining <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Human Rights Concerns</li> </ul> </li> <li>• Coreivic Inc. <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Human Rights Concerns</li> </ul> </li> <li>• Energy Transfer Operating LP</li> <li>• Energy Transfer Partners LP/ Regency Energy Finance Corp <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Impact on Local Communities</li> </ul> </li> <li>• Freeport-McMoran Inc. <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Toxic Emissions &amp; Waste</li> <li>◦ Labour Rights</li> <li>◦ Human Rights Concerns</li> </ul> </li> <li>• GMK Norilsk Nickel ( Norilsk Nickel) <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Toxic Emissions &amp; Waste</li> <li>◦ Impact on Local Communities</li> </ul> </li> <li>• Grupo Mexico SAB <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Labour Rights</li> <li>◦ Impact on Local Communities</li> </ul> </li> <li>• JBS SA <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Bribery &amp; Fraud</li> <li>◦ Product Safety &amp; Quality</li> <li>◦ Supply Chain Management</li> </ul> </li> <li>• Jiangxi Copper <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Impact on Local Communities</li> </ul> </li> <li>• Midwest Connector Capital Co LLC</li> <li>• Prosegur Cia. de Seguridad <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Labour Rights</li> </ul> </li> <li>• Southern Copper Corp (subsidiary of Grupo Mexico) <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Labour Rights</li> <li>◦ Impact on Local Communities</li> </ul> </li> <li>• Southern Union Co</li> <li>• The GEO Group <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Human Rights Concerns</li> </ul> </li> <li>• Tokyo Electric Power Company <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Impact on Local Communities</li> <li>◦ Toxic Emissions &amp; Waste</li> <li>◦ Health &amp; Safety</li> </ul> </li> <li>• Zijin Mining Group <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Human Rights Concerns</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Anti-personnel mines</b> ^</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Northrop Grumman</li> <li>• National Presto Industries, Inc.</li> </ul>	
<p><b>Other Controversial Weapons</b> v</p>	
<p><b>Nuclear Explosive Devices</b> ^</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AECOM</li> <li>• BWX Technologies</li> <li>• Fluor Corporation</li> <li>• General Dynamics Corp.</li> <li>• Honeywell International</li> <li>• Huntington Ingalls Industries Inc</li> <li>• Jacobs Engineering Group</li> <li>• Leidos Holdings. Inc</li> <li>• Lockheed Martin Corp.</li> <li>• Northrop Grumman Innovations Systems</li> <li>• Serco Group</li> </ul>	

### ➤ Mise en valeur des fonds responsables

Ensuite, certains sites présentent sur leur volet public la liste des fonds d'investissement responsable afin que les épargnants puissent en avoir connaissance, qu'ils soient déjà clients de l'établissement ou non.

**Image n°8 : Liste des fonds responsables proposés par ERSTE GROUP avec possibilité de filtrer les investissements responsables<sup>11</sup>**

<sup>11</sup> <https://www.erste-am.at/en/private-investors/our-funds/fund-search>

Fund/Tranche name	Investment region	Risk profile description
ERSTE BOND EURO MÜNDELRENT	Austria	Medium
ERSTE ETHIK AKTIEN GLOBAL Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE ETHIK ANLEIHEN	Global	Medium
ERSTE GREEN INVEST Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE GREEN INVEST MIX Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE BOND Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE BOND EM CORPORATE Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE BOND EURO CORPORATE Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE BOND GLOBAL HIGH YIELD Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE BOND GLOBAL IMPACT Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE MICROFINANCE Retailtranche: EUR R01	Global	Low
ERSTE RESPONSIBLE RESERVE Retailtranche: EUR R01	Global	Low
ERSTE RESPONSIBLE STOCK AMERICA Retailtranche: EUR R01	Developed markets	Medium
ERSTE RESPONSIBLE STOCK AMERICA Retailtranche: USD R01	Developed markets	Medium
ERSTE RESPONSIBLE STOCK DIVIDEND EUR R01	Global	Medium
ERSTE RESPONSIBLE STOCK EUROPE Retailtranche: EUR R01	Europe	Medium
ERSTE RESPONSIBLE STOCK GLOBAL Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
ERSTE WWF STOCK ENVIRONMENT Retailtranche: EUR R01	Global	Medium
YOU INVEST RESPONSIBLE balanced	Global	Medium

### ➤ Pédagogie sur les performances et sur le reporting extrafinanciers

Enfin, les établissements détaillant sur leur site internet public les différents produits responsables disponibles peuvent préciser les stratégies d'investissement utilisées ou encore les performances extra-financières attendues du fonds.

L'exemple du fonds PERPETUAL ETHICAL SRI FUND distribué par la banque australienne NAB :

**Image n°9 : Données extra-financières et précisions sur les méthodes de reporting du PERPETUAL ETHICAL SRI FUND<sup>12</sup>**

<sup>12</sup> [https://www.perpetual.com.au/~media/perpetual/pdf/resources/investor-forms-page-pdfs/perpetual-ethical-sri-fund/pl01548\\_3075\\_ethical\\_sri\\_impact\\_measurement\\_wl.ashx?la=en](https://www.perpetual.com.au/~media/perpetual/pdf/resources/investor-forms-page-pdfs/perpetual-ethical-sri-fund/pl01548_3075_ethical_sri_impact_measurement_wl.ashx?la=en)

## CARBON FOOTPRINT AND INTENSITY

	CARBON EMISSIONS - NORMALISED (tons CO2e / \$M invested)	CARBON EMISSIONS - TOTAL (tons CO2e)	CARBON INTENSITY - REVENUE SHARE (tons CO2e / \$M sales)	CARBON INTENSITY - WEIGHTED AVERAGE (tons CO2e / \$M sales)
Fund <sup>1,2</sup>	43.8	33,643	80.5	55.7
Benchmark <sup>3</sup>	111.0	85,223	225.2	144.9

## SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS ALIGNMENT

The following table represents measurement of the contribution and alignment of the Fund's top ten positions with the United Nations Sustainable Development Goals ("SDGs"), identifying whether issuers are acting responsibly, mitigating and remediating harm and supporting sustainable opportunities. See appendix for more information.

COMPANY	PORTFOLIO WEIGHT	SDG THEME ASSESSMENT <sup>1</sup>								CONTRIBUTION LEGEND
		Healthy Lives	Development Tools	Climate Change	Social Welfare	Human Capital	Business Ethics	Natural Capital	Governance	
NATIONAL AUSTRALIA BANK LIMITED	6.4%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	<p><b>CONTRIBUTION LEGEND</b></p> <p>Excellent (Dark Green)</p> <p>Good (Light Green)</p> <p>Neutral (Grey)</p> <p>Poor (Red)</p>
ANZ BANK	6.3%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
ORORA LIMITED	5.6%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
AUB GROUP LTD	5.5%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
HT&E LIMITED	4.6%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
ASALEO CARE LTD	4.3%	Excellent	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
INSURANCE AUSTRALIA GROUP LIMITED	3.6%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
TELSTRA CORPORATION LIMITED	3.6%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
PREMIER INVESTMENTS LIMITED	3.4%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	
FLETCHER BUILDING	3.4%	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	Good	

### Carbon Emissions - Normalised:

Measure of a portfolio's contribution to climate change that enables comparisons with a benchmark or other portfolios, and over time, regardless of portfolio size. Calculated as total carbon emissions (see below), divided by the portfolio's market value.

**Carbon Emissions - Total:** Carbon emissions for which an equity portfolio is responsible - calculated as the sum of the proportion of carbon emissions of portfolio companies assigned to each investor, based on the investor's ownership share of each company.

**Carbon Intensity - Revenue Share:** Carbon efficiency of the portfolio - how efficient is the portfolio in terms of carbon emissions per unit of output (sales). Calculated as total carbon emissions (see above), divided by the sum of the proportion of the sales of portfolio companies assigned to each investor, based on the investor's ownership share of each company.

**Carbon Intensity - Revenue Share:** Carbon efficiency of the portfolio - how efficient is the portfolio in terms of carbon emissions per unit of output (sales). Calculated as total carbon emissions (see above), divided by the sum of the proportion of the sales of portfolio companies assigned to each investor, based on the investor's ownership share of each company.

### Sustainable Development Goals Assessment Criteria<sup>2</sup>

<b>EXCELLENT</b>	The issuer makes an excellent contribution to the relevant theme, including major involvement in the production of sustainable goods or services.
<b>GOOD</b>	The issuer makes a good contribution to the relevant theme, including minor involvement in the production of sustainable goods or services.
<b>NEUTRAL</b>	The issuer's contribution to the relevant theme is neutral. The issuer is not involved in controversial activities that work against the achievement of the SDGs.
<b>POOR</b>	The issuer is involved in controversial activities that work against the achievement of the SDGs.

## 5. CONCLUSION

Ce panorama des pratiques de communication autour des investissements responsables n'a pas vocation à être une revue exhaustive des différents marchés mondiaux de l'IR. Il permet cependant de constater un développement inégal de ceux-ci à date, notamment en matière d'offres mises en avant sur les sites publics des établissements bancaires. Les produits financiers responsables sont encore souvent peu valorisés auprès des clients et prospects particuliers au sein de nombreux établissements.

Etant donné les évolutions rapides de l'investissement responsable, il est nécessaire que les épargnants acquièrent de solides notions dans ce domaine. Ceci est d'autant plus important que les intermédiaires financiers de l'UE devront prochainement prendre en compte leurs préférences en matière de durabilité. Cela suppose que les investisseurs particuliers disposent de connaissances et d'informations sur le sujet.

La quatrième partie de ce document, présentant des exemples concrets, permet de mettre en lumière des initiatives rendant l'investissement responsable plus accessible aux épargnants. A travers la mise à disposition d'outils de pédagogie (infographies, vidéos, questionnaires, etc.), plusieurs établissements proposent aux particuliers une information claire et succincte, permettant une meilleure compréhension de l'investissement responsable et de ses enjeux. Au-delà d'un outil de marketing, certaines initiatives paraissent pertinentes et pédagogiques. La généralisation de ce type de pratiques peut être un levier de la bonne information des particuliers. A titre d'exemple, la mise à disposition de la liste des exclusions opérées par l'établissement participe à une meilleure transparence. Un autre exemple, concernant l'information sur les performances extra-financières, est de présenter la contribution des différents actifs d'un fonds aux objectifs de développement durable. Il existe alors une tension entre l'objectif de pédagogie pour un investisseur particulier, et la méthodologie qui peut être parfois complexe derrière l'information présentée.

Les ressources informatives proposées par les banques, dans les exemples étudiés, peuvent ainsi compléter les initiatives des régulateurs nationaux en faveur de l'éducation financière, qui œuvrent pour une meilleure protection des épargnants à travers une amélioration de leurs connaissances des produits financiers. Effectivement, les évolutions rapides du secteur, tant en termes d'offre que d'encadrement réglementaire, appellent à une multiplication des initiatives de pédagogie auprès des épargnants. Ce besoin d'éducation financière des particuliers rend aussi nécessaire une meilleure compréhension par les conseillers financiers eux-mêmes de l'investissement responsable et des différentes offres existantes ou à venir. C'est tout l'enjeu de la formation des conseillers.

En complément, ce travail doit être complété par des initiatives des régulateurs ayant pour vocation de faciliter l'accessibilité à ce domaine. Concernant l'éducation financière des épargnants, de nombreux régulateurs publient des guides relatifs à l'investissement responsable et proposent des vidéos, webinaires ou podcasts sur le sujet. En France, l'AMF a ainsi réalisé plusieurs vidéos sur ce thème avec l'Institut national de la consommation (INC). Des initiatives de ce type sont aussi proposées par la CNMV espagnole, la SEC américaine, l'AMF Québec ou encore la SFC de Hong Kong.

En outre, les autorités publiques participent à une meilleure connaissance de ces sujets à travers leurs initiatives réglementaires. Au sein de l'UE, le règlement SFDR apporte plus de transparence au secteur de l'investissement responsable. Les acteurs concernés devront notamment publier des informations sur les méthodes d'évaluation des critères ESG, ainsi que sur les conséquences négatives en matière de durabilité de leurs investissements. Un autre exemple est celui de la France, où l'AMF encadre depuis mars 2020 la communication sur la prise en compte des facteurs extra-financiers. L'objectif de l'Autorité

est en particulier d'assurer une proportionnalité entre la réalité de la prise en compte des facteurs extra-financiers dans la gestion et la place qui leur est réservée dans la communication aux investisseurs<sup>13</sup>. Ces dispositions sont complétées par d'autres recommandations et exigences sur l'information fournie. Plusieurs régulateurs ont ainsi mis en place ou réfléchissent actuellement à un cadre réglementaire concernant la gestion d'actifs afin de limiter le risque de *green washing* et d'accroître la confiance des particuliers dans les placements responsables<sup>14</sup>. Enfin, à travers une meilleure éducation des intermédiaires financiers sur ces sujets, les épargnants sont mieux informés et conseillés. En France par exemple, la mise en place d'un nouveau module de vérification des connaissances minimales des professionnels portant sur la finance verte et responsable en 2021 sert cet objectif.

---

<sup>13</sup> Pour plus d'information, voir la [Position - Recommandation DOC-2020-03 \(Informations à fournir par les placements collectifs intégrant des approches extra-financières\)](#) de l'AMF

<sup>14</sup> Pour plus d'information, voir le document [Recommendations on Sustainability-Related Practices, Policies, Procedures and Disclosure in Asset Management](#) (OICV-IOSCO)